



PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des politiques publiques

Section environnement - guichet unique ICPE

Arrêté préfectoral complémentaire N° 58-2026-05-27-00004

**portant modification de l'arrêté préfectoral autorisant la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE
à exercer ses activités sur la commune de Clamecy**

La préfète de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment le Titre VIII du livre 1er et les articles L.181-3 et R.181-45 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Mme Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de préfète de la Nièvre ;
- VU** le décret du 28 juin 2025 portant nomination de Mme Stéphanie PETITJEAN en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes 3410 à 3460 ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007 modifié autorisant la société RHODIA OPERATIONS à exploiter des installations de chimie fine sur le territoire de la commune de Clamecy ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2010-P-1732 du 9 juillet 2010 portant prescriptions complémentaires à la société RHODIA OPERATIONS de Clamecy ;
- VU** l'arrêté préfectoral cadre n° 58-2023-05-30-00001 du 30 mai 2023 sur les mesures de préservation quantitative de la ressource en eau dans le département de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2023-06-21-00005 du 21 juin 2023 portant transfert d'autorisation d'exploiter une installation de produits chimiques de spécialité, sur le territoire de la commune de Clamecy, à la société SPECIALITY OPERATIONS FRANCE ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°58-2023-07-07-00001 du 7 juillet 2023 prescrivant la réalisation d'un diagnostic des consommations et d'une étude technico-économique d'optimisation et de réduction des prélèvements en eau du site de Clamecy ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2026-05-11-00005 du 11 mai 2026 portant délégation de signature à Mme Stéphanie PETITJEAN, secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie en vigueur ;
- VU** le diagnostic des consommations et l'étude technico-économique datés du 28 mars 2024, référencés JP1055/2024, et transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées par courrier daté du 28 avril 2024 ;
- VU** la demande de dérogation FLL1068 2025, datée du 11 août 2025, transmise par l'exploitant ;
- VU** le rapport du 9 avril 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courriel du 14 avril 2026 en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de la part l'exploitant sur le projet d'arrêté susvisé ;

CONSIDÉRANT que les conditions météorologiques et l'évolution climatique ont entraîné la répétition des épisodes de sécheresse durant les cinq dernières années, et en réponse, la mise en place de mesures de restriction des usages de l'eau dans la Nièvre ;

CONSIDÉRANT la nécessité de concilier au mieux les usages économiques de l'eau et la préservation de la vie et des milieux aquatiques ;

CONSIDÉRANT que la société SPECIALITY OPERATIONS FRANCE à Clamecy est autorisée aux prélèvements d'eau dans l'Yonne pour une consommation maximale annuelle de 4 750 000 m³, un volume maximal journalier de 19 200 m³ et un débit maximal horaire de 800 m³/h par la prescription de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juillet 2010, susvisé ;

CONSIDÉRANT que les prélèvements d'eau dans le réseau public sont autorisés pour une consommation maximale annuelle de 28 000 m³ par la prescription de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juillet 2010, susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'établissement est autorisé à prélever de l'eau pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource qui, dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

CONSIDÉRANT que les circonstances locales existantes sur le périmètre du site SPECIALITY OPERATIONS FRANCE nécessitent des objectifs de réduction différents de l'arrêté ministériel

du 30 juin 2023 et de l'arrêté préfectoral cadre n° 58-2023-05-30-00001 du 30 mai 2023, susvisés, tenant notamment compte de l'état des rivières de l'Yonne et du Beuvron ;

CONSIDÉRANT que le rejet des eaux de refroidissement, des eaux de ruissellement et des effluents industriels issus des rejets internes n°4 et n°5, après traitement sur site, se fait dans l'Yonne ;

CONSIDÉRANT que le site SPECIALITY OPERATIONS FRANCE a prélevé, en 2024, 2 418 635 m³ d'eau ;

CONSIDÉRANT que l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral cadre du 30 mai 2023, susvisé, impose, sans préjudice des dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement, pour les installations industrielles consommant plus de 1 000 m³/an d'eau, des réductions des consommations graduées en fonction des niveaux de restrictions d'usage de l'eau « alerte », « alerte renforcée » et « crise » ; des dérogations aux restrictions peuvent cependant être accordées sur demande motivée :

- si les activités industrielles disposent d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions particulières quantitatives relatives à la gestion de la ressource en eau,
- ou si l'exploitant des activités industrielles concernées démontre que leurs procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles d'eau,
- ou si les activités présentent des motifs impératifs de sécurité de l'outil industriel ;

CONSIDÉRANT que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé prévoit que *« l'autorité administrative compétente en matière de police des installations classées peut adapter les dispositions du présent arrêté aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2. »* ;

CONSIDÉRANT que les éléments apportés par l'exploitant dans son étude technico-économique et son diagnostic des consommations susvisés, permettent de garantir que les besoins en eaux ont été réduits au minimum, et notamment :

- les volumes d'eau prélevés dans l'Yonne pour le refroidissement des installations représentent 96 % des prélèvements et sont renvoyés à cette même masse d'eau,
- les volumes d'eau prélevés pour le refroidissement sont indispensables à la sécurité et à l'intégrité des installations, ils sont donc incompressibles,
- les actions d'économie d'eau mises en œuvre entre 2012 et 2018 ont permis une réduction de 51,3 % des prélèvements en eau potable, de 19,1 % des prélèvements dans le Beuvron, de 18,7 % des prélèvements dans l'Yonne,
- les actions d'économie d'eau mises en œuvre entre 2018 et 2023 ont permis une réduction de 27,0 % des prélèvements en eau potable, de 24,2 % des prélèvements dans le Beuvron, de 40,0 % des prélèvements dans l'Yonne,
- les actions d'économie d'eau mises en œuvre depuis 2018 ont permis une réduction de 39,6 % des prélèvements en eau, toutes masses d'eau confondues,
- les projets potentiels présentés en annexe 7 de l'étude technico-économique permettraient une économie des prélèvements d'environ 70 % par rapport à l'année 2023 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 au cas particulier de l'installation classée et de donner une suite favorable à la demande de dérogation susvisée à l'arrêté cadre sécheresse de la Nièvre du 30 mai 2023 au travers un arrêté préfectoral complémentaire fixant des dispositions spécifiques ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire et portée de la décision

La société SPECIALITY OPERATIONS FRANCE SAS, dont le siège social est situé 9 rue des Cuirassiers – Immeuble Silex 2 – CS 73834 - 69487 LYON, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Clamecy (SIRET n° 92203150500048).

Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

En application de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 et de l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral cadre du 30 mai 2023, susvisés, le site exploité par la société SPECIALITY OPERATIONS FRANCE, sur le territoire de la commune de Clamecy, est soumis aux dispositions du présent arrêté préfectoral valant adaptation des dispositions de l'arrêté ministériel et dérogation à l'arrêté préfectoral cadre de la Nièvre susmentionnés compte tenu des circonstances locales.

Les définitions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, susvisé, sont applicables.

Les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007, susvisé, modifiées par l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2010-P-1732 du 9 juillet 2010, susvisé, sont remplacées par les articles suivants :

« Article 4.1.1.1 – Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel	Débit maximal	
		horaire	journalier
Réseau public	28 000 m ³	-	-
Milieu naturel (rivières Yonne et Beuvron)	3 000 000 m ³	800 m ³ /h	19 200 m ³ /j

Origine de la ressource « Milieu naturel »	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement (degrés décimaux)
Eau de surface	Yonne	FRHR46	47.467972° N 3.327829° E
Eau de surface	Beuvron	FRHR47	47.464679° N 3.523333° E

Les usages des eaux se répartissent comme suit :

- les eaux du milieu naturel sont utilisées pour le refroidissement, la production de vapeur, le nettoyage des locaux industriels et le réseau eau-incendie,
- les eaux issues du réseau public sont utilisées pour la production d'eau déminéralisée rentrant dans le process de fabrication et de lavage, les usages domestiques et de laboratoire.

Article 4.1.1.2 – Réglementation des approvisionnements en eau en période de sécheresse

4.1.1.2.1 Mesures de restrictions

Dispositions à prendre selon le niveau de restriction Les réductions de consommation d'eau ci-dessous par rapport au volume de référence sont un objectif cible à viser a minima au travers du plan de sobriété hydrique		
Alerte	Alerte renforcée	Crise
2 %	5 %	9 %
Information du personnel du passage des seuils de sécheresse, sensibilisation du personnel par l'affichage dans les consignes et les salles de contrôles, rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'installation. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eau polluées sont reportées (opération de nettoyage/vidange)		
/	Réduction de la production de Rhodoflac (principal consommateur d'eau déminéralisée).	
/	/	Réduction de la production des polymères. En cas de crise sévère, arrêt des prélèvements sur décision préfectorale (hors volumes de sécurité)

Un registre des prélèvements est tenu à jour :

- hebdomadairement, en période d'alerte,
- quotidiennement, en période d'alerte renforcée et de crise.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.1.1.2.2 Éléments justificatifs et déclaration en période d'alerte renforcée ou de crise

Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, les déclarations des prélèvements et consommations sont effectuées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, susvisé, ou suivant en vigueur.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant tient à jour les éléments mentionnés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.1.1.3 – Étude et mise en œuvre des actions pérennes de sobriété hydrique

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau.

4.1.1.3.1 Projets de réduction des prélèvements en fonctionnement courant et plan de sobriété hydrique

Les projets suivants feront l'objet d'un suivi régulier a minima annuel, et d'une communication auprès des services de l'inspection des installations classées sur l'état d'avancement de leur mise en œuvre :

Action	Ressource impactée	Gain estimé (m³/an)
Création d'un circuit de refroidissement avec une tour aéroréfrigérante. Passage d'un système de refroidissement en boucle ouverte à un système en boucle fermée pour les deux condenseurs de l'atelier F3.	Yonne	1 672 000
Utilisation des concentrats de la station d'osmose inverse pour les lavages industriels.	Eau potable	3 500
Utilisation d'eau potable pour les lavages process, en lieu et place d'eau déminéralisée (la production d'1m3 d'eau déminéralisée nécessite 1,6 m3 d'eau potable).	Eau potable	1 000
Optimiser les régulations de température sur F3 section 100, 200 et 300	Yonne	200 000
Utilisation du groupe froid sur F2 pour faire tourner les 2 pompes à vide en circuit fermé	Yonne	50 000

Un document spécifique appelé plan de sobriété hydrique (PSH), comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, actualisation des actions de réduction des prélèvements, ...) est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées en cas de contrôle.

4.1.1.3.2 Détection de fuites

L'exploitant tient à jour un plan global de recherche de fuite ainsi qu'un registre recensant les opérations d'identification et de réduction des fuites du réseau interne, ainsi que les opérations d'entretien et de surveillance de ses réseaux d'alimentation en eau de ses équipements.

Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.1.1.4 – Respect du débit réservé

Indépendamment des mesures détaillées dans cet arrêté, un débit minimal doit être maintenu en permanence pour garantir, dans le lit du cours d'eau et au droit de chaque ouvrage construit dans le lit du cours d'eau (notamment ceux mentionnés à l'article 4.1.1.1), la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux.

Ce débit ne doit pas être inférieur au 1/10ème du module (module = débit moyen inter-annuel) ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur.

En conséquence, dès que ce débit est atteint, tout prélèvement par cet ouvrage dans le lit du cours d'eau ou dans sa nappe d'accompagnement doit cesser. »

Article 3 : Frais, publicité, notification et exécution

Article 3.1 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.2 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est notifié à la société SPECIALITY OPERATIONS FRANCE dont le siège social est situé 9 rue des Cuirassiers – Immeuble Silex 2 – CS 73834 - 69487 LYON .

Article 3. 4 : Exécution et copies

- la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre,
- le sous-préfet de Clamecy,
- le maire de Clamecy,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre et est transmis au directeur des archives départementales de la Nièvre. Une copie est adressée au responsable de l'unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté et au directeur départemental des territoires de la Nièvre.

Fait à Nevers, le 27 MAI 2026

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale

Stéphanie PETITJEAN

Voies et délais de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
- 2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

